Résumés

Burton A. Weisbrod, avec Elizabeth Mauser

La politique fiscale et les organisations sociales: une étude sur onze pays

Le rôle des organisations sociales privées dans les systèmes économiques modernes n'est pas bien compris. La politique fiscale à laquelle sont soumises les organisations à but non lucratif par rapport aux entreprises privées a une influence sur leur compétitivité et de ce fait sur leur importance relative dans un secteur donné. Aux Etats-Unis, par exemple, les organisations sociales sont particulièrement performantes dans des secteurs tels que les hôpitaux, les nurseries, les crèches, les écoles, et les organismes culturels.

Cet article présente les résultats d'une étude portant sur la politique fiscale vis à vis des organisations sociales dans onze pays différents et qui a abouti aux principales constatations suivantes: (1) la définition et l'ampleur de telles organisations varient considérablement; (2) les organisations sociales dépendent généralement de l'administration fiscale, mais dans certains pays l'administration gouvernementale responsable du domaine concerné, tel que la santé ou l'éducation, est également impliquée; (3) les organisations philanthropiques bénéficient de plusieurs types d'avantages fiscaux: non seulement de l'exonération de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, mais aussi, selon les pays, de l'exonération des taxes sur les terrains, les immeubles, les services postaux et les véhicules motorisés; (4) dans presque tous les pays, les organisations sociales ne doivent pas sortir du cadre bien délimité de leurs activités; (5) les donateurs sont généralement en droit de déduire de leurs revenus imposables les dons en espèces, mais sans dépasser certaines limites maxima et minima. Ces constatations mettent en évidence la nécessité de comprendre pourquoi de telles différences existent entre les pays et quels sont les effets.

Javier Díaz-Albertini

Les organisations non gouvernementales d'aide au développement et les activités à la base au Pérou

Cet article traite des stratégies à long terme entérinées par les organisations non gouvernementales d'aide au développement (ONGD) à Lima,

https://doi.org/10.1007/BF01398533 Published online by Cambridge University Press

au Pérou, et visant à donner du pouvoir à la base, ainsi que de leur mise en oeuvre pratique dans des programmes de développement. Un examen de la littérature et des projets des ONGD permet une synthèse de trois stratégies typiques idéales (néo-marxiste, néo-anarchiste et formation de coalitions). L'article décrit ces stratégies et les compare, notamment du point de vue de leurs conceptions divergentes des processus de développement à partir de la base ('bottom-up') et de la façon dont elles caractérisent la mobilisation à la base et le rôle de l'Etat et des partis politiques. Cependant ces divergences ont tendance à s'estomper en pratique lorsqu'il s'agit d'activités de soutien à la base et de projets de développement qui doivent tenir compte des modèles de micromobilisation des pauvres et de la conjoncture politique. L'exposé traite de plusieurs interprétations de la contradiction entre les stratégies typiques idéales et la tactique de mise en oeuvre pratique, ceci conduisant à la conclusion que de telles contradictions sont inhérentes à tout processus politique se fondant sur un développement du pouvoir à la base et sur une approche 'de bas en haut'.

Susan L.Q. Flaherty

Secteur social et 'corporate citizenship' aux Etats-Unis et au Japon

Cet article présente une étude des différentes approches et des différents objectifs de la pratique philanthropique ainsi que de divers aspects de 'corporate giving et corporate citizenship' au Japon et aux Etats-Unis. Le rôle de la philanthropie au cours de l'histoire, l'ampleur et les objectifs du secteur social dans ces deux pays y sont analysés, de même que le concept de 'corporate good citizenship' et enfin la propention des individus et des collectivités à la philanthropie. D'autre part, nous examinons les différences dans les systèmes de taxation (telles que déductions des dons de charité, exemption d'impôt pour les organisations, relations entre les bénéficaires d'allègements fiscaux et leurs gouvernements) qui découlent logiquement des deux approches, ainsi que les modifications des lois et règlements jusqu'à la fin de 1990. Bien que rédigé par une américaine, cet article ne cherche pas à faire de la pratique philanthropique américaine un modèle pour qui que ce soit. Notre intention est au contraire de fournir des informations utiles aux études comparatives, et d'exprimer notre souhait que le Japon soit, à l'échelon mondial, le précurseur d'une nouvelle forme

https://doi.org/10.1007/BF01398533 Published online by Cambridge University Press

de philanthropie, qui irait au-delà des causes et objectifs traditionnels américains et dans laquelle on verrait autre chose qu'un simple produit d'exportation destiné à faciliter le commerce et les investissements.

Helmut Anheier et E. Priller

Le secteur social en Allemagne de l'Est: avant et après la réunification

Dans cet article, nous décrivons comment le secteur social a traversé plusieurs phases distinctes au cours de ces dernières années. Nous montrons de quelle façon, dans le contexte du système politique, caractérisé par la domination d'un parti et par une économie et une planification sociale centralisées, le rôle du secteur social constitue une contradiction majeure dans la société est-allemande: le sous-développement artificiel de la societé civile au sein de l'économie la plus performante de l'Europe de l'Est. Au cours de la première phase de la période transitoire, fin 1989, prédominaient l'expression et la manifestation des vues politiques. Avec la désintégration de l'état est-allemand, les besoins en services sociaux ont augmenté et ce sont les organisations ouest-allemandes qui, de plus en plus, ont occupé une place prépondérente au sein du secteur social est-allemand. Dans cet article, nous voulons montrer que le secteur social est-allemand se trouvera être une forme plus pauvre et plus démodée de son homologue ouest-allemand.

Robert Scott Gassler

L'entreprise sociale et la réforme économique soviétique

Dans cet article, nous examinons le rôle que le secteur social public comme privé peut jouer dans le processus de réforme économique en Union Soviétique, et spécifions dans ce contexte, les types d'institutions appropriés, à l'aide d'une classification établie à l'occasion d'un précedent travail, portant sur la théorie économique du secteur social. Nous élargissons de la sorte le modèle d'économie néo-classique. En outre, nous caractérisons les éléments du système économique et de

https://doi.org/10.1007/BF01398533 Published online by Cambridge University Press

son environnement politique et social et contribuons de cette façon à diminuer pour les économistes le risque d'omissions dans leurs analyses du processus de réforme. Donc, en essayant de préciser les buts des dirigeants (et, dans une certaine mesure, du public) du pays concerné, cet article aboutit à des mesures politiques à la fois plus réalistes et plus réalisables.

https://doi.org/10.1007/BF01398533 Published online by Cambridge University Press